

La liberté de sonder doit être défendue



Études by Syntec Conseil

11 décembre 2025

Depuis plusieurs mois, certaines critiques visant les sondages d'opinion et ceux qui les réalisent prennent un tour inquiétant pour le débat démocratique.

Dernier exemple en date : la publication par [Groupe Ifop](#), en novembre, de l'enquête *État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France*, a donné lieu à des réactions virulentes allant jusqu'aux insultes, aux accusations de manipulation et aux menaces, très au-delà des limites de la discussion méthodologique ou du dialogue démocratique.

[Syntec Conseil](#), dont la commission Etudes représente les instituts de sondages, exprime son entier soutien aux collaborateurs et aux dirigeants parfois personnellement visés.

Syntec Conseil considère que toute étude peut être discutée honnêtement, qu'il s'agisse de la méthodologie, des résultats ou des enseignements que l'on peut en tirer. Fondées sur les sciences sociales, les enquêtes d'opinion acceptent par définition les critiques, qui depuis leur origine dans la première moitié du XXème siècle leur ont permis de progresser en fiabilité et de contribuer ainsi au dialogue démocratique. D'ailleurs, aucune étude n'intervient dans un « désert analytique » et chacune peut être lue à la lumière d'autres, anciennes ou contemporaines, et des commentaires que chacun est libre d'en faire. Ajoutons que si le commanditaire d'un sondage peut contribuer à mettre en lumière un objet, un thème, une question, il n'en oriente pas les résultats.

Les sondages réalisés et commentés librement sont un outil d'objectivation des mouvements de l'opinion, dans un contexte où des fake-news peuvent s'imposer dans le débat public. Donner la parole à un échantillon représentatif est plus démocratique que laisser tel média, tel réseau social ou tel leader d'opinion décider ce qui est important, qui pense quoi, etc.

C'est pourquoi Syntec Conseil s'inquiète profondément de cette dérive qui, par l'intimidation publique ou la menace, assume de faire pression pour empêcher la réalisation de sondages sur certains sujets.

Car c'est bien l'enjeu : pourra-t-on demain continuer d'investiguer sur des sujets complexes, inflammables politiquement, ceux-là mêmes à propos desquels il est fondamental de disposer d'outils de mesure et d'objectivation ?

Créer la peur pour entraver la liberté de sonder dans un cadre régulé, constitutive du débat démocratique, n'est pas tolérable.

Dans la perspective d'importantes échéances électorales, Syntec Conseil souhaite que cette conviction soit partagée – et protégée – par tous.

[Groupe Ifop](#) - Frédéric Dabi

[Cluster17](#) - [Jean-Yves Dormagen](#)

[Toluna](#) - [Jean-Daniel Lévy](#)

[Verian Group](#) [Laure Salvaing](#)

[ELABE](#) - [Bernard Sananes](#)

[Ipsos bva](#) - [Brice Teinturier](#) [Adélaïde Zulfikarpasic](#) [Stéphane Marcel](#)

[Viavoice](#) - [François Miquet-Marty](#)